

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 04/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DU PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE**

2, quai de Beaucaire  
Port Edouard Herriot  
69007 Lyon

Références : UDR-CRT-25-197  
Code AIOT : 0006107396

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement SOCIETE DU PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE implanté 2, quai de Beaucaire Port Edouard Herriot 69007 Lyon. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Contrôle régulier périodique de l'établissement (1 fois tous les 2 ans).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DU PIPELINE MEDITERRANEE-RHONE
- 2, quai de Beaucaire Port Edouard Herriot 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006107396
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIÉTÉ du PIPELINE MÉDITERRANÉE RHÔNE (SPMR) exploite à LYON 7e, un stockage de liquides inflammables autorisé au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet établissement se situe au niveau du terminal du pipe-line monotube avant la déserte des dépôts pétroliers du port Édouard Herriot.

Ce stockage collecte, avant livraison aux dépôts pétroliers du port, la fraction des produits hors spécification générés lors des changements de produits (essence, gazole, fuel oil, Jet A1) transportés alternativement par le pipeline.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 PFAS mousses
- AR - 2
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite terrain n'a pas donné lieu à des observations particulières : absence de déchets, équipements visiblement entretenus, pas de corrosion marquée.

Toutefois, il a été relevé que des liaisons à la terre qui ne sont plus raccordées étaient présentes. Ces liaisons (morceaux courts de câbles électriques...) doivent soit être retirés, soit être de nouveau raccordés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 - Annexe 1	Sans objet
2	Bilan et suites données à l'exercice Plan de défense incendie (PDI) 2025	Arrêté Préfectoral du 17/12/2007, article 6.8	Sans objet
3	Contrôle périodique des réservoirs de stockage d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25	Sans objet
4	Modification - Impact au niveau de l'établissement des livraisons	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.186-46	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de JET A1		
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 44	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater, sur les contrôles effectués par sondage, que l'exploitant respecte la réglementation.

Plus précisément, elle a permis de :

- relever que l'agent moussant de protection incendie (environ 2m3) présent sur le site est concernée par la réglementation relative au PFAS et que cet agent sera très prochainement remplacé (fin 2025) par un agent sans PFAS.
- relever au travers de l'exercice d'urgence 2025 (POI) que le personnel est formé aux risques d'incendie ;
- relever que les rejets atmosphériques sont cohérents avec ceux annoncés dans l'étude d'impact de 2006 ;
- relever que les contrôles réglementaires des bacs de stockage sont effectués à la périodicité requise, que ces contrôles montrent que ces bacs sont dans un état satisfaisant ;
- confirmer que le transit d'un nouveau produit par le pipeline, le Jet A1, ne modifie pas les risques de l'établissement.

Quelques justificatifs complémentaires sont demandés à l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 - Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 3</b>  <b>Contrôle de la fabrication, de la mise sur le marché et de l'utilisation, et inscription des substances sur la liste.</b>  1 - La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p><u>ANNEXE I - Partie A</u>  Acide perfluorooctane sulfonique et ses dérivés(SPFO)  Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration</p>

égale ou inférieure à 10mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

**Constats :**

L'établissement a déclaré utiliser un émulseur contenant des composés fluorés.

La réserve de cet émulseur est raccordée au circuit d'eau de protection incendie, lui même raccordé aux motopompes.

Il a indiqué avoir engagé les démarches et commandé les travaux pour changer cet émulseur au profit d'un émulseur sans PFAS. Ces travaux devraient débuter en novembre 2025 et être achevés au 31/12/2025.

La visite terrain a permis de constater la réserve d'émulseur (environ 2 m3), l'étiquette sur la cuve mentionnait la présence de composés fluorés (fluoroprotéines).

L'engagement de changement de produit et les précisions apportées par l'exploitant, notamment sur les délais (fin 2025) ne nous ont pas conduit à demander d'autres précisions sur la composition de cet émulseur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communiquera à l'Inspection :

- le programme et l'échéancier du changement d'émulseur (délai : 3 semaines) ;
- la fiche de données de sécurité de l'émulseur actuellement utilisé (délai : 3 semaines) ;
- le volume d'émulseur présent (délai : 3 semaines) ;
- les justificatifs de remise de l'émulseur fluoré à un éliminateur agréé (3 mois).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Bilan et suites données à l'exercice Plan de défense incendie (PDI) 2025**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/12/2007, article 6.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques incendie - POI - Formation à l'urgence

**Prescription contrôlée :**

**6.8 - Formation du personnel**

Le responsable de l'établissement veillera à :

- la bonne connaissance des consignes par son personnel ;
- la formation sécurité de son personnel ;
- la réalisation périodique d'exercices d'incendie par le personnel des équipes d'intervention ;
- .....

**Constats :**

La vérification du respect de cette prescription a été effectuée sur la base de l'exercice d'urgence réalisé le 20/05/2025 dont la DREAL a été informée lors de sa réalisation.

L'exploitant a présenté le retour d'expérience de cet exercice.

Son scénario était : lors de travaux une perte modérée de produit par déversement accidentel dans la darse du port.

L'exploitant a présenté et a remis le compte-rendu de cet exercice. Ce compte-rendu expose les points positifs et les point d'amélioration identifiés.

D'après ce compte-rendu, l'inspection relève que :

- la chronologie, les horaires mériteraient d'être présentés, à ce sujet l'exploitant a indiqué qu'un observateur interne avait lors de cet exercice pour mission de dater toutes les actions entreprises ,
- le caractère inopiné ou non de l'exercice n'est pas précisé ,
- 14 agents de SPMR sont intervenus dans cet exercice ,
- chaque participant connaissait son rôle ,
- les suites données aux point d'amélioration identifiés ne sont pas associées à ce compte-rendu. Toutefois, le bilan de ces suites n'a pas été demandé lors de la visite d'inspection.

Ainsi, bien que perfectible, la prescription est considérée comme satisfaite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à mettre en œuvre les voies d'amélioration identifiées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Contrôle périodique des réservoirs de stockage d'hydrocarbures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance du vieillissement des équipements

**Prescription contrôlée :**

**Article 25 de l'arrêté du 1er juin 2015 (Arrêté ministériel du 12 juin 2025, article 4 3°)**

**Vérification périodique et maintenance des équipements**

**III. Entretien des stockages :**

**A. Plan d'inspection.**

Tout réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des liquides contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour chaque réservoir de capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

**B. Dossier de suivi individuel.** .....

**C. Visites de routine.**

Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

**D. Inspections externes détaillées.** Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de

l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.

Ces inspections comprennent a minima :

- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre.

#### **E. Inspections hors exploitation détaillées.**

Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :

- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;
- le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si .....

A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

#### **Constats :**

Le site comprend 3 réservoirs soumis à ces dispositions.

#### **A - Plan d'inspection**

L'exploitant a présenté le plan d'inspection de ces réservoirs. Ce plan précise les années au cours desquelles :

- les inspections détaillées (tous les 5 ans) ;
- les inspections détaillées hors exploitation ( tous les 10ans, réservoirs vidés et inspection à l'intérieur) ;

doivent être réalisées.

Pour chaque réservoirs et pour les années 2024 et 2025, l'exploitant a réalisé les visites de

routines annuelles requises.

Des visites décennales devront être réalisées en 2026 pour 2 réservoirs et en 2027 pour 1 réservoir. La périodicité des visites décennales est respectée : 2 visites en 2016, une en 2017.

#### **C - Visites de routines (annuelle)**

Les fiches de visite ont été remises à l'Inspection. Ces fiches montrent que l'ensemble des contrôles est effectué. Elles montrent également le bon état général des bacs.

#### **D - Inspections externes détaillées (5 ans)**

Les rapports d'inspection ont été présentés pour les 3 réservoirs. Les rapports d'inspection ont été présentés. Ils ne font pas état d'anomalie particulière.

#### **E - Inspections hors exploitation détaillées (10 ans)**

Pour les 3 réservoirs, des extraits des rapports de contrôle effectués en 2015 et en 2016 par une entreprise spécialisée ont été remis.

Ces extraits (pages de conclusion) montrent le bon état des bacs.

Les vérifications relatives à la complétude des points de contrôle et à l'habilitation nécessaire pour réaliser ce type de contrôle n'ont pas pu être effectuées lors de la visite (cf. article 25 §III - G , arrêté ministériel du 01/06/2015). Nous demandons donc à l'exploitant de s'en assurer et de rendre compte à l'Inspection.

Les habilitations requises pour effectuer ces contrôles réglementaires et spécialisés n'ont pas été demandées lors de la visite. La mention de ces habilitations ne figure pas dans les extraits des rapports de contrôle remis.

La visite terrain a permis de constater visuellement le bon état des bacs.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant adressera à l'Inspection des installations classées le justificatif de l'habilitation de l'organisme à qui il confie les contrôles réglementaires de ses bacs. Il s'assurera que les rapports de contrôles traitent bien de tous les points de contrôles requis (délais : 3 mois).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Modification - Impact au niveau de l'établissement des livraisons de JET A1**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.186-46

**Thème(s) :** Situation administrative, Suivi des modifications

**Prescription contrôlée :**

**Article R181-46**

.....

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux



autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

---

Mail DREAL du 25/04/2024 à 15:11

Bonjour Monsieur XXX,

Par **mail du 8/03/2024**, vous m'avez adressé un **porter à connaissance** relatif aux modifications que vous envisagez dans vos installations du Port Édouard Herriot (canalisations de transport et terminal de livraison ICPE). Au vu de ce dossier, concernant spécifiquement les modifications envisagées dans le périmètre de votre établissement ICPE autorisé par l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2007, votre projet ne m'apparaît pas :

- devoir nécessiter une adaptation de l'arrêté préfectoral d'autorisation, la quantité de produits pétroliers dans l'installation relevant de la rubrique 4734 (758 m3) n'évoluera pas, au volume près de JET dans les canalisations spécifiques au JET (volume estimé entre 2 et 20 m3), soit au maxi 2.7 % du volume autorisé ;
- modifier les risques accidentels ;
- modifier les émissions chroniques ;
- avoir un impact transport routier, bruit, faune, flore, ...

Aussi, au regard du caractère non substantiel de cette demande et du respect de la réglementation que vous considérez pour la modification envisagée, vous pouvez la mettre en œuvre sous votre entière responsabilité d'exploitant d'un site régi par la réglementation des ICPE.

#### Constats :

Le carburant JET A1, carburant pour aviation, transite depuis mi-2025 par l'établissement pour alimenter le dépôt pétrolier de EPL.

Lors de la visite terrain, nous avons relevé la présence de canalisations dédiées au JET A1, nous n'avons pas relevé de différence par rapport au dossier susvisé de porter à connaissance de mars 2024.

Ces constats nous conduisent à maintenir l'avis émis par l'inspection des installations classées le 25/04/2024 au sujet des modifications induites chez SPMR par le transit du carburant JET A1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 44

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

##### Chapitre IV : Émissions dans l'air

##### Section I : Généralités

##### Article 44 de l'arrêté du 1er juin 2015

Les dispositions du point 44-2 et des articles 45 à 51 s'appliquent uniquement aux ateliers de fabrication ou de production par mélange ou emploi d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.

---

L'arrêté préfectoral de l'établissement du 17/12/2007 en ces articles

- 3 - Pollution atmosphérique
- 3.1 - Généralités
- 3.2 - Odeurs

ne comporte pas de dispositions spécifiques relatives aux mesures ou estimations des rejets atmosphériques.

---

Le dossier de demande d'autorisation de 2006 du page 49 (ci-jointe) de l'étude d'impact traite de ce sujet.

Le présent contrôle vise à examiner les changements éventuels à ce sujet.

#### **Constats :**

Concernant les rejets atmosphériques, l'exploitant a rappelé que :

- ses bacs sont tous à toit fixe avec un écran flottant interne qui limite l'évaporation ;
- les produits stockés dans les bacs sont un mélange dans des proportions variables d'essence et de distillats (gazole, jet, fuel..), les pressions de vapeur des produits stockés sont donc comprises entre celle de l'essence (volatil) et celle des distillats (peu volatils).

Il n'y a ni d'activité de fabrication, ni de production par mélange, ni d'emploi de liquides inflammables sur le site. Les produits pétroliers qui transitent par le site ne sont pas mis en contact avec l'air. Les dispositions du point 44-2 et des articles 45 à 51 susvisés de n'appliquent donc pas à l'établissement.

De son plein gré, l'exploitant estime chaque année ses rejets atmosphériques suivant une des méthodes réglementaires figurant dans l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif aux stockages importants (soumis à autorisation) de liquides inflammables.

L'estimation et la note de calcul qu'il a présenté concluent à un rejet de 4,52 tonnes de COV/an. La note de calcul considère la tension de vapeur la plus pénalisante, soit celle de l'essence (300hPa), celle des distillats étant nettement inférieure (8 hPa). Ainsi, l'estimation effectuée des rejets atmosphériques est vraisemblablement significativement majorante.

Ces éléments conduisent à considérer que ces rejets sont du même ordre de grandeur et donc compatibles avec ceux annoncés dans l'étude d'impact de 2006 du dossier de demande d'autorisation de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite